DROIT RURAL

Actualité en droit rural

ATTENTION : en présentiel 7h ou visioformation 3h30

Actualisez vos connaissances en droit rural (Loi Sempastous, baux ruraux, droit de préemption du fermier, SAFER, droits de préférence forestiers, fiscalité agricole...) et prenez la mesure des effets qu'entraînent les évolutions du droit rural sur votre pratique professionnelle.



OBJECTIFS ET CONTENU PÉDAGOGIQUE

- · Connaître les principales nouveautés issues des textes et de la jurisprudence récents
- · Identifier les actions à mener
- · Identifier les problématiques sur lesquelles il convient d'alerter les clients et d'adopter de nouveaux réflexes



APPROCHE PÉDAGOGIQUE

- · Support visuel
- · Rappel des règles applicables
- · Propos illustrés de jurisprudences récentes
- · Exemples concrets



FORMATRICES

Sandrine BESSON et Léa CLAUDET Juristes consultantes et Animatrices de formation du CRIDON LYON



DURÉE

7h ou 3h30

MODALITÉ D'ÉVALUATION MISE EN ŒUVRE

Évaluation de l'atteinte des objectifs pédagogiques de la formation sous forme d'auto-évaluation





PUBLICS

Notaires Clercs Collaborateurs

NIVEAU

Initié Maîtrisant

OBJECTIF



PRÉ-REQUIS

Pratique du droit rural



PLUS-VALUE

Mise à jour des connaissances en matière de droit rural



ACTUALITÉ EN DROIT RURAL

Plan d'intervention

(sous réserve des adaptations à l'actualité législative et jurisprudentielle du moment)

RÉGULATION DU MARCHÉ DES PARTS DE SOCIÉTÉS AGRICOLES

- ACTUALITÉS DES BAUX RURAUX
 - · Critères de qualification d'un bail rural verbal
- Congés délivrés par le bailleur
 Mise à disposition au profit d'une société
 - · Situation des copreneurs...
- 3 ACTUALITÉ DES DROITS DE PRÉEMPTION RURAUX
 - · Droit de préemption de la SAFER
- Droit de préemption du preneur place
 Droit de préemption pour la préservation des ressources en eau potable
- ACTUALITÉ EN MATIÈRE DE SALAIRE DIFFÉRÉ
- Loi applicable à la créance de salaire différé
 Prescription de la créance
- ACTUALITÉ EN MATIÈRE DE DROITS DE PRÉFÉRENCE ET DE PRÉEMPTION FORESTIERS
- 6 ACTUALITÉ EN MATIÈRE DE FISCALITÉ AGRICOLE ET FORESTIÈRE
- · Cession de parts de sociétés agricoles...